

**À CE WEEK-
END À LA FÊTE
DES PINS !!!**

RÉPUBLICAINES
LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523 – N° 2514 – Jeudi 3 juillet 2025

**5 ET 6 JUILLET
TARNOS
PARC DE LA NATURE**

FÊTE DES PINS 2025



Entrée gratuite

**ANIMATIONS
SPECTACLES**



**VIDE
GRENIER**



DÉBATS

**BUVETTE ET
RESTAURATION**



Loi Duplomb : le choix de la division et de l'inaction

Après une année contrainte 2023-2024 de mobilisations agricoles, le projet de loi Duplomb qui vise à « lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur » est une provocation de plus organisée par la FNSEA/JA et soutenue par la Coordination Rurale. Elle divise notre profession et l'isole encore un peu plus du reste de la société, pour permettre la fuite en avant d'une toute petite minorité. C'est la vision inverse que le syndicat agricole du Modéf défend pour leur profession.

Cette proposition de loi agite les passions de part et d'autre, pourtant elle ne lèvera que très peu de difficultés pour très peu d'agriculteurs. En réautorisant l'usage de certains néonicotinoïdes pour des filières spécifiques (betteraves sucrières, noisettes), elle élargit à peine le système dérogatoire mis en place depuis leur interdiction en 2018. la règle de séparation de la vente et du conseil sur les produits phytos qu'elle veut modifier n'a dans les faits jamais été appliquée.

En tentant de promouvoir les méga-bassines, en réalité et par chance, elle ne lève pas la contrainte, entre autres, de se conformer aux documents des eaux des SAGES (schéma d'aménagement et de gestion de l'eau) et SDAGE (schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux). En augmentant les seuils des ICPE (installations industrielles ou agricoles soumises à un régime de déclaration, d'autorisation ou d'enregistrement selon leur niveau de risque), elle pousse un peu plus vers l'industrialisation de la « production animale », mais cela « ne concernerait qu'une extrême minorité d'élevages » tout en ne protégeant pas les élevages à taille humaine.

La proposition de la Loi Duplomb est finalement révélatrice de la duplicité de l'État qui est incapable de faire respecter sa propre réglementation en France et par conséquent encore plus impuissant pour la porter à l'échelle européenne afin de tendre vers une homogénéisation par le haut.

Elle est une fuite en avant organisée par la FNSEA/JA et la CR pour maintenir un système agroindustriel qui coûte 19 milliards d'euros d'argent public chaque année au bénéfice de quelques-uns sans apporter de solutions concrètes à l'ensemble des paysannes et paysans, ni au moment vivant en transition.

Ces syndicats enfument leurs propres adhérents, leurs sympathisants et le débat public. Ils jouent un jeu de dupes qui n'a pour but et pour effet que de diviser un peu plus le monde agricole et la société sur un sujet pourtant central : l'avenir de l'agriculture française.

Le Modéf des Landes fait le choix de ne pas se laisser entraîner dans cette volonté de la FNSEA/JA



de cliver pour cliver. Mais ils remettent en débat les revendications qu'ils portent depuis des années dans le but de maintenir une agriculture familiale et paysanne diversifiée qui protège la santé des paysannes et paysans, des consommateurs et

consommatrices, de l'environnement. Une agriculture qui fait vivre les territoires en créant de la valeur ajoutée et des emplois.

* **Un revenu décent**, qui ne peut être atteint qu'en organisant une juste répartition des ressources foncières, financières, hydriques. Cela se traduit par exemple par :

- ⇒ des prix rémunérateurs qui intègrent les coûts de production, les cotisations sociales et le revenu paysan. Cela nécessite d'imposer véritablement ces conditions à la grande distribution dont le revenu agricole ne doit pas être la variable d'ajustement pour préserver les dividendes des actionnaires. Les filières, elles aussi, doivent se voir imposées un prix minimum d'achat de la production,
- ⇒ une réorientation de la PAC avec une aide majorée sur les 60 premiers hectares,
- ⇒ un resserrage des schémas directeurs régionaux des structures pour stopper l'accaparement du foncier au détriment des installations de nouveaux paysans,
- ⇒ une mise en débat public des usages de l'eau pour hiérarchiser les productions agricoles au bénéfice des productions nourricières localement et non exportatrices, ainsi qu'au bénéfice des agriculteurs qui mettent déjà en œuvre des pratiques pour préserver l'eau en quantité et en qualité.

* **Un accompagnement massivement soutenu financièrement et techniquement aux changements de pratiques** sur les fermes pour tendre vers la réduction et la disparition de l'usage des phytos, l'adaptation des cultures aux changements climatiques, une meilleure synergie entre élevages et cultures, le travail sur sol vivant, etc... Et la reconnaissance de l'agriculture paysanne et familiale pour toutes ses aménités positives sur les plans sanitaire, économique, environnemental, politique.

* **Des réglementations différenciées et adaptées aux modèles de production.** Par exemple, un élevage paysan en plein-air ne peut pas subir les mêmes contraintes qu'une production industrielle dont les incidences sur le « bien-être animal », les risques sanitaires, l'environnement ne sont plus à démontrer.■

Fabien Roussel dans le Gers

Une journée pour le monde rural avec Fabien Roussel

Dans le cadre de la campagne du Parti Communiste Français « **Défendre notre industrie, protéger nos services publics** », Fabien Roussel s'est rendu dans la capitale de la Gascogne le lundi 23 juin, avant de rejoindre Éauze puis Francescas pour une réunion publique.

Municipales : conquérir en rassemblant

« Notre conviction est qu'à Auch, comme dans toutes les villes de France, il faut faire l'union dès le premier tour avec les majorités sortantes de gauche. L'essentiel est d'être rassemblés autour d'un programme le plus ambitieux possible au service de nos populations », a-t-il déclaré devant les élus venus le saluer à midi à la mairie d'Auch.

« On parlera de 2027 quand la gauche aura fait la démonstration qu'elle ne s'écharpe pas aux élections municipales de 2026. D'ailleurs dans les prochains jours, je lancerai un appel pour l'unité, pour répondre aux besoins des populations et pour gagner des municipalités. Il est clair que le résultat des élections en 2026 aura un impact sur la préparation de celle de 2027 ».

Fabien Roussel s'est ensuite exprimé sur la crise profonde que traverse le secteur de la santé avec la diète que lui impose le gouvernement et sur l'état des finances publiques mises au pain sec avec toutes les conséquences pour la gestion des communes.

À 12 h 45, il a ensuite rejoint les communistes qui avaient pu se libérer pour prendre un casse-croûte sur le pouce à la fédération départementale du Gers, préparé par plusieurs militants avec les produits de la Ferme au Carau de la famille Lafforgue.

Comme un tour de chauffe avant la réunion publique de fin de journée, Fabien Roussel a pu échanger au fil des poignées de main sur les problématiques du transport, sur le développement des services publics, sur le défi agricole, sur l'emploi et le maintien des jeunes dans le Gers, sur les pénuries de main-d'œuvre, le niveau des salaires, le développement des emplois précaires, la perte du sens du travail... « Je vais où les autres ne vont pas, je parle avec tout le monde, je veux rassembler, je ne considère pas la France et les Français comme des niches et des parts de marché ou comme des produits qu'on choisit ou qu'on écarte, ça ce n'est pas la conception qu'ont les communistes de la politique ».

Sans tabou à Francescas

Pas de longs discours, ni de mise en scène théâtrale, telle est la « marque de fabrique » des réunions publiques qu'anime le secrétaire national du PCF dans son tour de France des départements.

Une méthode en phase avec une conception de la politique qui ne s'inscrit ni dans le présidentielisme, ni dans l'avènement d'un homme ou d'une femme providentielle. « Pour ça la gauche a déjà donné, on a vu les résultats ».

Donc une belle soirée et un bel accueil coorganisé avec les camarades du Gers et du Lot-et-Garonne qui venaient de tenir leur fête avec Ian Brossat comme invité. Paix, éducation, santé, services publics et industriels, environnement et réchauffement planétaire,



Alain Baché, secrétaire départemental du PCF des Landes, était présent à la réunion publique de Fabien Roussel à Francescas dans le Lot-et-Garonne

rassemblement de la gauche, tous les sujets ont été abordés. Avec au moins deux moments forts en phase avec l'actualité : le travail et le partage des richesses, l'environnement et la transition électrique.

« La France fait partie des pays les plus riches, on n'a aucun problème d'argent. D'ailleurs, les plus grands milliardaires se trouvent aux États-Unis et en France. Leur richesse, elle vient d'où ? Elle ne tombe pas du ciel, elle vient du travail des hommes et des femmes qui travaillent dans leurs usines, leurs ateliers, qui sont parfois mal payés, à qui on demande de travailler plus. Mais la richesse de ces grandes fortunes, elle vient aussi des aides publiques que la France leur verse. Le gouvernement français verse tous les ans près de 200 milliards d'aides publiques aux entreprises. Parmi elles, celles qui gagnent le plus d'argent –regardez la commission d'enquête du sénateur PCF Fabien Gay dont le rapport va être rendu dans quelques jours– il y a celles de Bernard Arnault, l'un des hommes les plus riches de la planète, qui dans une de ses entreprises a perçu 400 millions d'euros d'aides publiques ».

À ce moment-là, chacun avait en tête un exemple d'entreprise, de service public, de collectivité empêchés de se déployer par manque d'aides et de crédits, contraints de réduire la voilure, de comprimer les dépenses. Et dans le Gers aussi les exemples ne manquent pas. Oui de l'argent il y en aurait pour rendre les jours un peu plus heureux.

Et puis la question climatique et des sources d'énergie s'est imposée dans le contexte où pour la 5ème fois en deux mois, nous nous dirigeons vers un nouvel épisode exceptionnel avec de nouveau du 35 à 40°C sur le Sud-Ouest, le Midi et le Centre de la France.

« Ce qui était exceptionnel devient la norme. On l'a dit souvent. C'est maintenant réalité ». « Depuis 4 ans les agriculteurs voient le changement climatique, pas une année sans un aléa de grêle, de pluies intenses, de gels tardifs, de sécheresse ».

« Les objectifs climatiques que nous devons tenir, c'est-à-dire sortir des énergies fossiles, se passer complètement du pétrole alors qu'aujourd'hui c'est 70% de notre consommation qu'il faut réduire à 0% d'ici 2050, implique qu'il faut complètement transformer nos usages et que tout ce qui roule aujourd'hui au kérosène, au pétrole utilise demain de l'électricité. Il faudra doubler notre production d'électricité. On fait ça comment ? Qui peut croire que toute l'électricité du pays, nos usines, nos voitures, nos usages quotidiens fonctionneront avec des éoliennes et des panneaux solaires ? C'est de l'électricité intermittente qui dépend trop des aléas climatiques, donc c'est insuffisant. C'est pour cela que nous disons que la question énergétique et la question du nucléaire sont centrales pour sortir des énergies fossiles, centrales pour réduire la facture des Français et des entreprises. C'est pour cela que la question des énergies sera au cœur des enjeux de 2027 ».

Municipales 2026 : le PCF sonne l'alarme

Dans moins d'un an désormais, les élections municipales devraient être le premier rendez-vous démocratique fixé avec les Françaises et les Français.

Près de 50 millions de nos concitoyen·nes seront appelé·es aux urnes pour élire leur maire et leur équipe municipale et, ainsi, faire un choix majeur non seulement pour l'avenir de leur commune mais aussi pour celui du pays tout entier.

Pilier de notre démocratie et de la République, nos 35 000 communes sont, en effet, des lieux où sont proposées, se façonnent et se mettent en œuvre des politiques publiques déterminantes pour la population et l'avenir de nos territoires.

Nous saluons le courage des maires, de tous les élu·es locaux·ales mobilisé·es au quotidien dans les villes et les villages auprès de nos concitoyen·nes. Avec eux, nous appelons l'Etat à assumer l'ensemble de ses missions. Nous voulons améliorer la vie quotidienne des habitantes et habitants. Nous voulons, avec les forces progressistes dans leur diversité, résister aux politiques d'austérité et faire vivre, au niveau local, la justice sociale et climatique et démontrer, par les actes, par la promotion des services publics, qu'un autre modèle que le libéralisme tout puissant et le racisme dominant est possible.

C'est cette vision protectrice et émancipatrice de l'action publique locale basée sur la justice sociale que les élu·es communistes, partout sur le territoire défendent, en responsabilité, depuis près de 100 ans ; participant ou dirigeant, le plus souvent, des majorités de large rassemblement et impulsant des luttes pour obtenir des avancées avec les habitantes et habitants.

Alors que le Rassemblement national poursuit sa progression dans le pays et que la droite est à l'offensive, les stratégies assumées de division à gauche et les campagnes déléatoires engagées contre les équipes qui, depuis 5 ans ou plus, assument des responsabilités locales - qu'elles soient communistes, socialistes ou écologistes - constituent des menaces tant pour l'avenir de nos concitoyen·nes dans les territoires que pour la capacité de la gauche à construire le large rassemblement populaire et progressiste dont la France a besoin.

Le PCF sonne l'alarme et appelle tous ses partenaires à ne pas adopter, vis-à-vis du rassemblement de la gauche, un double discours appelant à l'union pour 2027 et refusant le rassemblement en 2026. Pour que la gauche l'emporte aux prochaines échéances nationales, présidentielles et législatives, elle doit se renforcer en conservant les villes qu'elle dirige et en conquérir en 2026. Cela implique avant tout de soutenir partout les majorités de gauche sortantes. Ce travail de rassemblement a commencé, il doit s'amplifier partout.

Ces élections municipales, si cruciales pour le quotidien de 68 millions de Français·es, peuvent et doivent être la concrétisation d'une stratégie de rassemblement et d'union construite à la base, autour de projets municipaux à la hauteur des attentes des habitantes et habitants, socle d'une ambition partagée et d'une visée émancipatrice pour toutes et tous.

A toutes les forces de gauche, nous disons : créons partout en France, les dynamiques de rassemblement les plus larges possibles, seules conditions pour que 2026 voit la gauche, dans son ensemble, remporter les victoires à même de créer les dynamiques d'espoir en vue des échéances nationales de 2027. ■

ENJEUX VITAUX

...Laisser derrière toutes nos peines/ Nos haches de guerre, nos problèmes/ Se libérer de nos chaînes/ Lâcher le lion dans l'arène...Je veux la foudre et l'éclair/ L'odeur de poudre, le tonnerre/ Je veux la fête et les rires/ Je veux la foule en délire...Il suffira d'une étincelle/ D'un rien, d'un contact/ Il suffira d'une étincelle/ D'un peu de jour pour/ Allumer le feu... Extrait de «Allumer le feu» sortie en 1998 par Johnny Hallyday (chanteur, compositeur, acteur né Jean-Philippe Clerc, 1943-2017), écrite par Zazie (née Isabelle de Truchis de Varennes le 18/04/1964 à Boulogne-Billancourt) et composée par Pascal Obispo (né le 08/01/1965 à Bergerac) et Pierre Jaconelli (né le 06/05/1961 à Antony). Dire ce qui est, n'est pas désespérer. Parler du monde en feu, c'est alerter pour se rassembler. Se retrouver autour des valeurs fondatrices de notre République, là est l'alternative. C'est l'espoir et le chemin à défricher par chacune et chacun par-delà son histoire, ses opinions, sa religion. Le capitalisme ne fait aucune différence dans l'exploitation et les dominations. Mené par les ennemis du peuple, il porte en lui le pire, les angoisses, l'anxiété des jeunes inquiets pour leur avenir et l'avenir lui-même. Les mots sont toujours trop légers pour décrire les guerres, le climat dérégulé, les pays du sud saccagés pour piller leurs matières premières et faire fonctionner téléphones portables, voitures électriques, engins de mort. Pendant que des généraux parlent des «exploits» d'avions bombardiers, porte-avions, missiles, drones, des enfants meurent. Un consortium international de 61 scientifiques alerte sur le seuil de réchauffement climatique de 1,5°C qui sera dépassé plus vite que prévu. Les émissions de gaz à effet de serre ont atteint un niveau record, en franchissant la barre des 55 milliards de tonnes d'équivalent CO2 en 2023. L'utilisation toujours croissante des énergies fossiles dans le monde et la déforestation, sont à l'origine de ces chiffres très inquiétants. La température à la surface de la Terre enregistrée en 2024 a atteint un niveau jamais observé. Près de 90% de ce réchauffement — soit 1,36°C — est directement imputable aux activités humaines. En s'accumulant dans le système terrestre, cet excès de chaleur perturbe l'équilibre énergétique de la planète et «affecte toutes les composantes du système climatique». L'atmosphère, les continents, mais aussi l'océan — qui stocke 91% du trop-plein dû aux émissions de gaz à effet de serre, sont impactés. Le réchauffement des eaux a comme conséquence une intensification des phénomènes météorologiques extrêmes et une élévation du niveau des mers. Des espèces s'effondrent. L'affligeant spectacle d'un gouvernement minoritaire, antisocial, dans l'inaction climatique au profit des intérêts des plus riches contre le monde du travail et de la création, se double d'une «danse du ventre» en direction de l'extrême droite qui se voit au pouvoir comme Trump aux U.S.A, Orban en Turquie, Méloni en Italie, etc. Les polémiques dans le camp des gauches en vue de la présidentielle en 2027 sont stériles, alors que les élections municipales de mars 2026, moment essentiel pour notre démocratie, sont lourdes d'incertitudes. Or elles sont un moyen pour la Gauche d'actions solidaires mobilisatrices au plus près des citoyen·nes afin de prendre le vrai pouvoir, sur le travail, l'orientation de la production, la création monétaire, le vivre ensemble. Contre les guerres, les injustices et le réchauffement climatique, c'est la voie à prendre dans le combat contre le capital. Los enjòc's èstan immensas (Les enjeux sont immenses) ■

Roger La Mougne